



**Les Cahiers d'Outre-Mer**

Revue de géographie de Bordeaux

**263 | Juillet-Septembre 2013**

**Dynamiques urbaines**

---

## Actualité sud soudan : une guerre des tubes ordinaire en afrique

**Bernard Calas**

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/com/6936>

DOI : 10.4000/com.6936

ISSN : 1961-8603

### **Éditeur**

Presses universitaires de Bordeaux

### **Édition imprimée**

Date de publication : 1 juillet 2013

Pagination : 367-370

ISBN : 978-2-86781-853-0

ISSN : 0373-5834

### **Référence électronique**

Bernard Calas, « Actualité sud soudan : une guerre des tubes ordinaire en afrique », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 263 | Juillet-Septembre 2013, mis en ligne le 01 juillet 2016, consulté le 14 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/6936>

---

## ACTUALITE SUD SOUDAN : UNE GUERRE DES TUBES ORDINAIRE EN AFRIQUE

Bernard Calas<sup>1</sup>

Depuis le 15 décembre 2013, le Sud Soudan, le plus jeune État du monde, indépendant depuis le 9 juillet 2011, sombre dans la violence : 10 000 morts et 250 000 déplacés et réfugiés à la fin janvier 2014 (US AID, 2014). Présenté comme un conflit opposant Dinka et Nuer, deux des 62 ethnies qui composent le patchwork ethno-linguistique d'une population de 10 millions de personnes parmi les plus pauvres de la planète, cette guerre est en fait une guerre civile entre des factions politiques, attisée par la perspective des élections présidentielles de 2015 et nourrie des perspectives d'enrichissement liées au pétrole (98 % des ressources de l'État sud-soudanais, 20 millions de tonnes par an de production). Les principales factions sont menées l'une par l'actuel Président, Salva Kirr, et l'autre par l'ancien Vice-Président, Reik Machar. Si le conflit couve depuis l'Indépendance puisqu'en juillet 2013, Salva Kirr avait déposé ses ministres et son Vice-Président, cependant, ce n'est pas la première fois que le Sud Soudan est en proie aux dissensions internes puisqu'en 1991, en pleine guerre civile contre les forces du Nord, alors que le SPLA était encore dirigé par son chef charismatique John Garang, les milices armées des deux mêmes ambitieux s'étaient déjà opposées violemment (2 000 morts à Bor).

L'une des causes de la guerre civile sud soudanaise réside dans les imperfections de l'accord de Naivasha de 2005 (ICG, 2013). Signé en 2005, le *C Peace Agreement*, qui met fin à la guerre entre le Sud et le Nord et prépare la transition, spécifie cependant que les provinces du Nil Bleu et du Sud Kordofan restaient au Soudan alors qu'elles étaient en partie tenues par des milices affiliées à la *Sudan People's Liberation Army* (SPLA). Dans ces deux régions, les combats ont repris dès l'Indépendance du Sud en 2011. Jusqu'à récemment,

---

1. Professeur des Universités, Université Bordeaux Montaigne ; « Les Afriques dans le Monde », UMR 5115 CNRS/IEP Bordeaux LAM ; mél : bcalas@u-bordeaux3.fr

le régime de Juba soutenait ses anciens frères d'armes. Cependant, attentif aux dimensions personnelles et politiques de la mobilisation, Gérard Prunier insiste sur le fait que Salva Kirr a retourné sa veste : en lâchant ses anciens camarades, il espérait mettre fin aux tensions avec le régime de Khartoum qui menaçait de couper les oléoducs qui relient les champs pétroliers à Port Soudan mais, ce faisant, il mécontentait ses lieutenants, notamment Riek Machar, plus attachés aux liens de fraternité avec le *Sudan People's Liberation Movement in North Sudan* (SPLM-N). Au-delà de l'analyse informée de Gérard Prunier qui pointe du doigt la responsabilité du Président Salva Kirr dans le brutal accès de violence (*Le Monde*, 22 décembre 2013), quel regard le géographe peut-il porter sur cette actualité africaine ?

D'abord il faut souligner l'implication directe des parrains méridionaux du nouvel État et de son régime, notamment l'Ouganda – qui aurait déjà envoyé 1 200 hommes autour de Juba et de Bor et son aviation serait intervenue au secours des forces loyalistes –, et dans une moindre mesure et plus tardivement le Kenya pour sauver le régime en place. Ces interventions montrent que ces deux États ont désormais une politique étrangère est-africaine. Ce n'est certes pas une nouveauté : depuis 20 ans, l'Ouganda est impliqué en République Démocratique du Congo (RDC) et depuis 4 ans, le Kenya en Somalie, mais cette fois-ci la rapidité et le caractère officiel de la réaction ainsi que le registre moral des arguments invoqués, l'un et l'autre se faisant les parangons de la légitimité électorale et de l'ordre établi contre les dangereux troubles, consacrent définitivement la maturité diplomatique de ces États qui revendiquent le statut de puissance régionale. Cependant, cette maturité diplomatique ainsi que les registres discursifs utilisés ne doivent pas masquer les appétits économiques : « la frontière » – au sens quasi américain du terme – que représente le Sud Soudan pour les élites économiques et politiques est-africaines, les perspectives d'enrichissement, les intérêts, le rôle même que joue la stabilité du Sud Soudan dans l'aménagement du territoire national de ces deux États (Vision 2030), expliquent aussi cet interventionnisme, par ailleurs regardé avec bienveillance par les puissances occidentales, notamment les États-Unis.

Face à cette situation le régime de Khartoum – déjà aux prises avec trois rébellions : au Darfour, dans l'Est et au Sud Kordofan-Nil Bleu – pourrait être tenté d'intervenir afin de sécuriser les zones pétrolières, de la production desquelles dépendent son budget et sa survie politique. Il pourrait en profiter pour couper les rébellions du SPLM-N de ses bases arrière et de ses soutiens sud-soudanais.

Ensuite, les participants d'un séminaire tenu en janvier à Nairobi au *Rift Valley Institute* (RVI) (RVI, 2014) insistent sur des aspects plus structurels

de la crise et pointent du doigt les héritages de la guerre civile (1983-2005), sur l'absence d'un travail de vérité et réconciliation nationale interne au Sud Soudan et sur la persistance de la pauvreté comme causes de la tension et de l'explosion de violence récente. Un des participants à ce séminaire montre comment les élites sud-soudanaises et plus encore les parrains diplomatiques du jeune État ont fait comme si l'Indépendance et la joie qu'elle suscitait et le consensus dont elle était née suffisaient à gommer 20 ans de vie politique rien moins que vertueuse, factieuse et violente. L'approbation référendaire de la sécession (98 % de oui) n'a pas eu les vertus cicatrisantes qu'ont voulu lui donner observateurs et diplomates occidentaux. Les dissensions politiques de la guerre étaient à peine voilées mais sûrement pas cicatrisées. De plus, la gestion corrompue des 8 ans d'indépendance n'a rien fait pour dissiper le malaise, ni surtout pour inscrire une culture démocratique dans l'élite sud-soudanaise, habituée à régler ses différends par les armes. Si le pays a connu un déversement, voire une débauche, d'aides et d'investissements, le développement n'a pas touché la majorité. La pauvreté, l'analphabétisme ont continué comme avant, rendus plus insupportables encore par l'exhibitionnisme arrogant des corrompus de Juba. La mobilisation des jeunes chômeurs dans les milices en est rendue plus facile (surtout en début de saison sèche), d'autant que les habitudes de raids de bétail n'ont pas cessé.

Enfin, la parenté avec d'autres situations où gisements, oléoducs et exutoires pétroliers sont situés dans des États différents, qui chacun exerce un chantage sur les autres, est patente. De la continuité du flux pétrolier dépendent les destins et les ressources des États comme de leurs élites. Or cette dépendance pétrolière pèse donc de tout son poids sur la vie politique de la région et *vice versa*. Après 15 mois d'inactivité due au bras de fer entre le Nord et le Sud sur le montant des *royalties* exigées par Khartoum pour faire transiter le pétrole par ses oléoducs vers Port-Soudan et après le recul de Salva Kirr sur cette question (les *royalties* se montant désormais à 27 euros le baril), les oléoducs fonctionnent de nouveau, la production pétrolière sud-soudanaise vient donc de redémarrer, provoquant de nouveau une importante rentrée d'argent. La perspective des élections présidentielles au Sud Soudan en 2015 fait de l'accès aux ressources une condition *sine qua non* de succès. Aussi il faut que le pétrole continue de couler et le chantage exercé par Khartoum s'avère donc payant, tant que des oléoducs alternatifs n'auront pas été construits et mis en fonctionnement vers le Sud et les ports kenyans. La guerre civile sud-soudanaise relève donc des dégâts collatéraux d'une assez banale géopolitique de tubes, exacerbée par le contexte d'une compétition électorale trop récemment adoptée comme règle de fonctionnement politique pour avoir pu déjà nourrir une culture de la contestation, de la mobilisation et de l'alternance pacifiques. Il s'agit donc de l'expression non pas de l'arriération

d'une région reculée et enclavée (ce qu'elle est au demeurant, d'un point de vue logistique) mais de son intégration aux forceps dans les réseaux logistiques, commerciaux et normatifs de la mondialisation. La parenté avec des situations caucasiennes post-soviétiques est nette. Cependant, l'instrumentalisation de la dimension ethnique, ne serait-ce que pour des commodités de recrutement militaire, facilite la mobilisation identitaire et amplifie les griefs, ce qui explique la dimension ethnique des violences. Par ailleurs, ce conflit s'inscrit dans un arc de crises qui, traversant l'Afrique de la Somalie au Tchad et à la République Centrafricaine (RCA), voire au Nord Nigeria, n'en manque pas. Or, même si elles n'ont pas grand-chose à voir entre elles et qu'il ne s'agit de les confondre, ni dans leurs genèses, ni dans leur nature, ni surtout dans leurs acteurs (qui ne sautent pas de l'une à l'autre), la mitoyenneté de ces « zones grises » facilite la coalescence de leurs effets et de leurs impacts, rendant difficile le travail des organisations internationales et humanitaires (OCHA, 2014) et la lecture des observateurs.